



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Guadeloupe

Question écrite n° 43474

Texte de la question

M. Éric Raoult attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé de l'outre-mer sur l'histoire des conflits sociaux en Guadeloupe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, dans le débat actuel sur la situation sociale en outre-mer, les commentaires n'intègrent pas la longue tradition de conflits sociaux qui ont jalonné l'histoire de ce département depuis une soixantaine d'année. Il serait donc important de rappeler la longue liste de ces conflits sociaux, afin de mieux comprendre la situation actuelle dans une perspective historique. Ces éléments doivent être communicables par les archives du ministère. Il lui demande donc de bien vouloir lui transmettre ces éléments historiques.

Texte de la réponse

Depuis la départementalisation, la Guadeloupe a été touchée par des conflits sociaux importants, qui ont laissé une forte empreinte dans la mémoire collective des Guadeloupéens. Les éléments ci-après ne peuvent être considérés comme exhaustifs ni comme constitutifs d'une analyse historique scientifique des conflits sociaux de Guadeloupe. Les archives de certains de ces événements peuvent être consultées suivant les dispositions habituelles au centre des archives départementales de la Guadeloupe. En mars 1946, une grève générale a lieu dans l'un des principaux secteurs économiques, celui de la canne à sucre. De janvier à février 1952, les ouvriers agricoles des bananeraies et des champs de canne à sucre cessent le travail. La population érige des barricades à la sortie du boulevard Rougé-au-Moule, entraînant des affrontements qui causeront la mort de quatre hommes. En mai 1967, les manifestations des ouvriers du bâtiment pour une revalorisation des salaires se heurtent aux forces de l'ordre stationnées devant la chambre de commerce. Aux jets de pierre, les forces de l'ordre ripostent. L'émeute s'étend à la ville et est à l'origine d'un lourd bilan humain dont l'évaluation est contestée par plusieurs organisations guadeloupéennes. De janvier à mars 1971, une grève dans l'industrie sucrière et du bâtiment est à l'origine d'un mouvement général de protestation. De février à mars 1975, la grève des travailleurs de la canne au Lamentin entraînent des heurts violents avec les forces de l'ordre, le Père C. Céleste entame une grève de la faim. L'année 1982 est marquée par de longues grèves dans le secteur de la banane. En juillet 1985, en soutien à Georges Faisans (condamné à trois ans de prison pour avoir blessé avec un sabre un enseignant métropolitain en octobre 1984), des manifestations bloquent les accès de Pointe-à-Pitre entraînant trois jours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants (des commerces sont incendiés et pillés). En janvier 1994, une grève générale de vingt-quatre heures a lieu dans les secteurs public et privé à l'appel simultané des syndicats de Guadeloupe, Martinique et Guyane contre la politique du Gouvernement. Les syndicats dénoncent « une situation économique et sociale en constante dégradation ». En mars, la Guadeloupe connaît deux longues grèves, l'une à la société anonyme d'habitation à loyer modéré, la seconde au port autonome de Pointe-à-Pitre (dockers). De janvier à avril 1997, la Guadeloupe connaît d'importants conflits sociaux (salariés d'EDF, fonctionnaires de la DDE, ouvriers de Gardel, ouvriers de la banane, artisans du bâtiment, conflit de l'eau à Capesterre). L'année 1998 débute avec une grève généralisée des stations-service après la fermeture de 3 stations de la société Shell. Le 22 mars, un conflit durera quarante jours entre les dirigeants de l'hypermarché Continent et le syndicat Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG),

portant sur des problèmes de salaires et de durée de temps de travail. En juillet, débute une longue grève des dockers au port autonome de Pointe-à-Pitre suivie en septembre par une grève des transporteurs. Les 23 et 24 septembre 1999, des émeutes éclatent à Pointe-à-Pitre : la concession « Auto Guadeloupe » est le théâtre d'affrontements entre syndicalistes de l'UGTG et les forces de l'ordre. En octobre 1999, une grève générale de quarante-huit heures a lieu, contre la politique du Gouvernement. La visite du Premier ministre est marquée par les fortes tensions sociales, notamment dans le secteur des cliniques privées. En juin 2001, la pénurie d'essence, qui touche la plupart des stations après la grève des chauffeurs des camions citerne, pénalise les habitants. Une grève générale paralyse une partie de l'île, à l'appel de l'UGTG. En janvier 2003, une grève générale est lancée par le syndicat union des travailleurs des collectivités (affilié à l'UGTG) dans les mairies. L'année 2004 sera marquée par la grève des dockers du port de Jarry du 15 octobre au 20 décembre. Ces événements illustrent le haut niveau de conflictualité sociale aux Antilles. Cela a conduit l'État à mettre en place une réflexion en 2000, suivie de plusieurs actions en 2003 et 2004, en particulier à la Martinique (création de l'Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail qui a mis en place un observatoire régional des pratiques sociales dans le travail et organisé des sessions de formations des différents acteurs sociaux). Ces mesures ont été étendues en Guyane puis en Guadeloupe. « Le dialogue social et la formation professionnelle » est enfin un des huit thèmes retenus dans le cadre des états généraux de l'outre-mer qui se tiennent actuellement. Des propositions nouvelles issues de cet atelier devraient favoriser la rénovation du dialogue social.

Données clés

Auteur : [M. Éric Raoult](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 43474

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mars 2009, page 1976

Réponse publiée le : 30 juin 2009, page 6696